

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 31 mai 2016

Chancellerie d'Etat

20 2015.RRGR.944 Motion 250-2015 Müller (Berne, PLR) Suppression des apparentements de listes de plusieurs partis

N° de l'intervention: 250-2015
Type d'intervention : Motion
N° d'affaire: 2015.RRGR.944
Déposée le: 21.09.2015
Déposée par: Müller (Berne, PLR) (porte-parole)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 455/2016 du 27 avril 2016
Direction: CHA

Suppression des apparentements de listes de plusieurs partis

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures nécessaires afin que la législation ne permette plus les apparentements de listes de plusieurs partis. La minorité francophone doit être prise en compte dans ce processus. Les sous-apparentements de listes au sein du même parti, notamment avec les jeunes, doivent rester possibles.

Développement :

Les apparentements de listes minent le principe de l'expression fidèle et sûre de la volonté des électeurs et électrices. Avant le jour du scrutin, en effet, ils ne peuvent savoir exactement quel parti au sein d'un apparentement de listes va profiter de leur suffrage au moment de la répartition finale des mandats. La volonté des électeurs et électrices est faussée. Celui ou celle qui donne son suffrage au parti A n'accepte pas nécessairement que son suffrage revienne en définitive au parti B ou au parti C. C'est d'autant plus vrai si les apparentements de listes se font non pas pour sceller un accord sur les contenus mais pour des considérations purement tactiques et arithmétiques. Le plus souvent, les électeurs et électrices en savent trop peu sur le pacte conclu, qui d'ailleurs échappe à leur influence.

A cela s'ajoute que les apparentements de listes bénéficient plutôt aux grands partis, ce qui à vrai dire est en contradiction avec leur finalité originelle, celle de la répartition proportionnelle des suffrages et de la protection des minorités.

Réponse du Conseil-exécutif

1. Remarque liminaire

Le Conseil-exécutif a déjà eu l'occasion de s'exprimer sur la question des apparentements de listes de plusieurs partis en 2011, dans la réponse à la motion 020-2011. Il était alors parvenu à la conclusion qu'aucun motif prépondérant ne justifiait l'interdiction de ces apparentements. La motion avait par la suite été retirée.

2. Bases légales

Les cantons jouissent d'une grande liberté dans l'aménagement de leur système politique (art. 39, al. 1 de la Constitution fédérale [Cst. ; RS 101]). Ils peuvent parfaitement autoriser les apparentements de listes. La loi du 5 juin 2012 sur les droits politiques (LDP ; RSB 141.1) prévoit à l'article 79, alinéa 2 que « deux ou plusieurs listes peuvent être apparentées [...] par déclaration concordante des signataires ou de leurs mandataires. Le sous-apparentement est également autorisé entre les listes apparentées. »

Les apparentements de listes de plusieurs partis sont admis pour l'élection du Conseil national. Si les bases légales du canton de Berne devaient être modifiées, seules pourraient l'être celles

concernant l'élection du Grand Conseil. Les apparentements entre plusieurs partis resteraient autorisés au niveau national.

3. Comparaison intercantonale

Parmi les cantons qui appliquent la méthode Hagenbach-Bischoff à la répartition des sièges, onze (BE, LU, UR, OW, GL, SO, SG, TG, VD, NE et GE) autorisent les apparentements de listes. Saint-Gall ne les autorise toutefois qu'entre les listes d'un même groupement pour les élections cantonales.

Quatre des cantons susmentionnés (BE, LU, SO, TG) prévoient en outre expressément les sous-apparentements.

Les apparentements de listes de plusieurs partis n'ont plus cours dans les cantons de Zurich, Schwytz, Nidwald, Zoug, Schaffhouse et Argovie, qui appliquent le mode de répartition biproportionnelle des sièges (méthode Pukelsheim). Les listes qui portent la même dénomination sont automatiquement réunies en groupes de listes.

Trois cantons élisent leur parlement selon le mode majoritaire (AR, AI, GR) et ne pratiquent donc pas les apparentements de listes.

4. Finalité des apparentements de listes

Lorsque deux ou plusieurs listes concluent un apparentement, c'est pour avoir un avantage sur les autres listes lors de la répartition des sièges, puisqu'ainsi elles font valoir ensemble leur droit aux sièges restants. Lorsque le système électoral prévoit les apparentements, les listes apparentées sont considérées comme une seule liste lors de la première répartition. Lors de la seconde répartition, les sièges attribués au groupe de listes apparentées sont répartis entre les différentes listes.

Lors de la répartition des sièges non attribués à l'issue de la première répartition, les partenaires de l'apparentement profitent mutuellement des suffrages restants des différentes listes apparentées. Celles-ci sont toutefois indépendantes les unes des autres, hormis lors de la procédure de répartition. Les listes sont même en situation de concurrence au sein de l'apparentement.

Les apparentements de listes ont des effets variables qui dépendent fortement du cas d'espèce, notamment de la taille du cercle électoral, du nombre de sièges à attribuer, des constellations politiques et des rapports de force.

On fait la distinction entre apparentement de listes du même groupement et apparentement de listes de plusieurs partis. Le premier désigne, comme son nom l'indique, l'alliance conclue entre des listes d'un *même* groupement politique, par exemple la liste du parti et celle des jeunes du parti, la liste masculine et la liste féminine, les listes des différents courants du parti ou les différentes listes régionales (cf. l'exemple saint-gallois mentionné plus haut : dans ce canton, seules les listes qui se distinguent entre elles par leur référence à l'âge ou au sexe des candidats et candidates, au courant du parti ou à une région peuvent être apparentées).

L'apparentement de listes de plusieurs partis désigne l'alliance conclue entre des listes de partis *différents*. Elle ne présuppose pas d'affinité politique et peut même être conclue entre des partis qui n'ont aucun objectif en commun.

5. Arguments en faveur de la suppression des apparentements de listes de plusieurs partis

Les partis ne concluent pas toujours des alliances logiques, raison pour laquelle les apparentements de listes de plusieurs partis ne profitent pas toujours à l'électorat. Les électeurs et les électrices ont la possibilité de biffer sur le bulletin le nom des candidats et candidates qui ne leur conviennent pas, mais ils n'ont aucun moyen de s'opposer aux apparentements. La suppression de ce type d'alliance entre plusieurs partis offrirait plus de transparence pour les électeurs et électrices qui n'auraient plus à redouter le soutien indirect d'un parti non conforme à leurs convictions.

Avec ce type d'apparentement, il peut arriver que le profit retiré de l'alliance soit inégal, les grands partis pouvant en bénéficier au détriment des petits. Il est aussi envisageable que l'ensemble des suffrages soit attribué à un seul parti et que son partenaire ne retire aucun avantage de l'apparentement.

6. Arguments pour le maintien

Le regroupement des suffrages restants des listes apparentées peut réduire le nombre de voix perdues et permettre une meilleure exploitation de la force électorale. L'interdiction des apparentements entre plusieurs partis nuirait à ces atouts.

Si le droit cantonal était modifié comme le souhaite le motionnaire, il ne serait plus identique au droit fédéral : les apparentements de listes de plusieurs partis resteraient possibles pour l'élection du Conseil national mais seraient interdits pour l'élection du Grand Conseil, seuls les apparentements de listes d'un même parti étant admis dans ce cas.

Les apparentements purement tactiques entre partis restent l'exception. Les partis qui suivent ce type de stratégie courent d'ailleurs le risque, selon les cas, de perdre des voix.

7. Conclusion

Les avantages et les inconvénients des apparentements de listes de plusieurs partis se compensent grosso modo. Nous l'avons vu, ils présentent certains défauts mais le Conseil-exécutif estime que, globalement, la réglementation en vigueur donne de bons résultats. Aucun argument massue ne justifie leur interdiction.

Pour toutes ces raisons, le Conseil-exécutif propose le maintien des apparentements de listes de plusieurs partis.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Ich begrüsse Christoph Auer, den Staatsschreiber. Wir kommen zur Motion mit dem Titel: «Keine intransparenten überparteilichen Listenverbindungen mehr». Der Regierungsrat lehnt diese Motion ab. Wir führen eine freie Debatte. Der Motionär hat das Wort.

Philippe Müller, Berne (PLR). Das Ziel dieser Motion ist die Abschaffung der intransparenten Listenverbindungen. Das heisst, es geht um die Verbesserung der Transparenz und Klarheit in der Politik. Listenverbindungen von gleichen politischen Gruppierungen sind in Ordnung. Diese sollen auch weiterhin möglich sein. Dazu gehören zum Beispiel Verbindungen zwischen der Mutterpartei und der Jungpartei. Listenverbindungen zwischen unterschiedlichen politischen Gruppierungen soll es jedoch nicht mehr geben, weil es den Wählern oft nicht mehr klar ist, wem ihre Stimmen letztlich zufallen. Der Wählerwille wird verfälscht, wenn jemand Partei A wählt, aber seine Stimme schliesslich bei Partei B oder C landet, welche dieser Wähler oder diese Wählerin vielleicht gar nicht unterstützen wollte. Der Grundsatz des unverfälschten Wählerwillens wird somit verletzt. Oft ist dies den Wählenden gar nicht bekannt, und sie können sich auch nicht dagegen wehren.

Diese Listenverbindungen sind schon per se intransparent. Doch es kommt noch etwas Weiteres hinzu, das dem Ansehen der Politik und der Demokratie schadet: Die Gründe für eine bestimmte Listenverbindung sind oft sehr undurchsichtig. Es wird gemischt und gemauschelt, es werden Posten im Tausch angeboten und Ebenen vermischt nach dem Motto: «Wenn du mir bei den Nationalratswahlen hilfst, helfe ich dir bei den Gemeinderatswahlen». Das ist für die Wählenden definitiv nicht mehr durchschaubar. Das Vorgehen ist ihnen in der Regel nicht bekannt, und es wurde von ihnen schon gar nicht genehmigt. Solche Machenschaften schaden dem Image der Politik, und sie schaden unserer Demokratie. Sie werden jetzt sagen, die FDP sei auch schon Listenverbindungen eingegangen. Dies ist richtig, ich kritisiere auch nicht jene, die das tun. Solange es erlaubt ist, ist man beinahe dazu gezwungen, mitzumachen. Ich kritisiere vielmehr, dass es überhaupt möglich ist. Sobald es nicht mehr möglich ist, fällt auch der entsprechende Druck weg. Schlussendlich ist es ja ein Nullsummenspiel: Wenn es alle tun, gleichen sich die Effekte aus. Deshalb sollte man es lieber unterlassen.

Nun kommen wir zu den kleinen Parteien. Ich habe mir sagen lassen, dass es nicht so klar sei, ob die FDP zu den grossen oder zu den kleinen Parteien gehöre. Immerhin gibt es zwei Fraktionen, die grösser sind. Aber Sie dort drüben und dort oben (*Philippe Müller montre les rangs du PEV, de l'UDF et du pvl*), Sie sind alle noch kleiner. Nehmen wir einmal an, die FDP zähle auch zu den

kleinen Parteien. Ich kann Ihnen sagen, die Erfahrung zeigt, dass in aller Regel der grosse Listenverbindungs-Partner profitiert, nicht der kleine. Ausnahmen bestätigen die Regel. Somit tragen diese nichts zum Minderheitenschutz bei.

Noch ein Wort zur Antwort, die wir erhalten haben: Diese finde ich sehr korrekt. In ihrer Argumentation stützt sie die Motion sogar. Das Hauptargument gegen die Motion lautet eigentlich nur, dass die gewichtslosen Reststimmen reduziert werden sollen. Doch es gibt nun einmal Reststimmen. Wenn eine Partei 10,2 Sitze erwirbt, dann hat sie eben zunächst einmal nur zehn Sitze und nicht elf. Dies ist besser, als die Stimmen irgendjemandem abzugeben, den die Wählenden gar nicht wollen. Wenn niemand eine Listenverbindung eingehen könnte, würde es dieser Partei womöglich trotzdem noch für einen elften Sitz reichen. Ich erwarte insbesondere von der BDP, dass sie dieser Motion zustimmt. Die BDP hat ja bereits einen ähnlichen Vorstoss verfasst und in Köniz eine entsprechende Initiative lanciert. Auch von der SP, die sich immer gegen Intransparenz wehrt, erwarte ich Zustimmung. Wir wollen sehen, ob es ihr damit ernst ist.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionen.

Samuel Leuenberger, Trubschachen, PBD. Ich muss den Motionär enttäuschen: Die BDP wird diesem Vorstoss höchstwahrscheinlich nicht zustimmen. Der Motionär verkennet, dass sich der Vorstoss in Köniz auf die Exekutive und nicht auf die Legislative bezieht, und sein eigener Vorstoss auf die Legislative ausgerichtet ist. In einem Staatswesen, welches auf der Gewaltenteilung aufbaut, sind dies zwei verschiedene Paar Schuhe. Die BDP wird diese Motion ablehnen, doch die Hälfte unserer Fraktion wäre bereit, den Vorstoss als Postulat zu überweisen. Offensichtlich ist das Thema Transparenz im Moment etwas in Mode gekommen. Viele Rednerinnen und Redner treten vor und verlangen, dass Transparenz geschaffen wird. Es stellt sich aber die Frage, ob alle dasselbe darunter verstehen. Die Thematik der Aufhebung der überparteilichen Listenverbindungen hat uns im Kanton Bern schon vor längerer Zeit beschäftigt. Im Jahr 1985 wollten die SP und die SVP zusammen das Gesetz über die politischen Rechte ändern und die Listenverbindungen abschaffen. Damals wurde dieses Vorhaben vom Volk abgelehnt, und die Listenverbindungen wurden beibehalten. Im Jahr 2011 hat alt Grossrat Dieter Widmer einen Vorstoss eingereicht. Allerdings war es ein Vorstoss von Dieter Widmer persönlich, und nicht ein solcher der BDP. Er musste ihn jedoch zurückziehen, weil schlichtweg niemand in diesem Parlament mitgeholfen hat. Nun haben wir wieder dieselbe Fragestellung. Die vorliegende Motion ist fast identisch mit dem Vorstoss Widmer. Es erübrigt sich hier, sämtliche Argumente für oder gegen Listenverbindungen nochmals aufzutischen. Ich verweise dazu auf die Antwort des Regierungsrats. Die BDP ist der Meinung, dass man eine Abänderung des Wahlsystems mit einer Aufhebung der überparteilichen Listenverbindungen nur dann in Betracht ziehen soll, wenn dadurch markante Vorteile entstehen. Der Regierungsrat begründet schlüssig, warum sich die Argumente für oder gegen überparteiliche Listenverbindungen ungefähr die Waage halten. Unter diesen Voraussetzungen erachten wir es zum jetzigen Zeitpunkt nicht als sinnvoll, die entsprechenden Vorschriften anzupassen. Deshalb bitte ich Sie, diesen Vorstoss abzulehnen.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Im Gegensatz zum Motionär erachtet die EVP die Möglichkeit, überparteiliche Listenverbindungen eingehen zu können, als faires und legitimes Mittel für die Parteien, um gewisse Verzerrungen durch das heute gültige Proporzwahlssystem reduzieren zu können. Listenverbindungen sind ein wichtiges Instrument, um zu erreichen, dass es möglichst wenige gewichtslose Stimmen gibt, möglichst wenige Reststimmen verloren gehen und das eigene politische Lager nicht unnötig geschwächt wird. Dass von einer Listenverbindung eher die grösseren Parteien profitieren, liegt unter anderem daran, dass bei der Restmandatsverteilung nicht der grösste Stimmenrest, sondern der höhere Quotient massgebend ist. Das heisst, die bereits gesicherten Sitze werden gewissermassen als Bonus mitberücksichtigt. Bei der Verteilung werden somit die Parteien mit der grösseren Sitzzahl begünstigt, nach dem Motto: «Wer hat, dem wird gegeben». Hier, Philippe Müller, bestünde tatsächlich Handlungsbedarf. Vielleicht können wir ja einmal zusammen einen Vorstoss zur Lösung dieses Problems einreichen. Diese Korrektur liesse sich vornehmen, ohne die überparteilichen Listenverbindungen abzuschaffen. Wir sollten das Kind nicht mit dem Bade ausschütten.

In der Begründung der Motion wird darauf hingewiesen, dass Listenverbindungen aus rein arithmetischen und wahltaktischen Überlegungen eingegangen werden können, auch zwischen Parteien mit wenig inhaltlichen Übereinstimmungen. Dies ist aber in der Praxis kaum ein Problem.

Erstens liegt es im Ermessen der Parteien, zu entscheiden, mit wem sie eine Listenverbindung eingehen wollen. Diesen Entscheid müssen sie vor der Wählerschaft verantworten. Zweitens werden in den allermeisten Fällen Listenverbindungen zwischen ideell ähnlich gelagerten politischen Gruppierungen eingegangen. Falls die eine Partei einen Misserfolg erleidet, gehen ihre Wählerstimmen somit nicht verloren, sondern kommen einer Gruppierung mit ähnlichen Wertvorstellungen zugute. Dies ist für die Wählerinnen und Wähler ein grosser Vorteil. Das Argument des Motionärs, dass Listenverbindungen wenig transparent seien, stimmt so ebenfalls nicht. Listenverbindungen werden deklariert und öffentlich publiziert. Aus diesem Grund überlegt sich jede Partei sehr gut, welche Verbindungen sie eingehen will. Je nach Allianz können auch Wählerinnen und Wähler verärgert werden. Dies kann zu schmerzhaften Stimmenverlusten führen. Schliesslich möchte ich noch erwähnen, dass die überwiegende Mehrheit jener Kantone, die wie der Kanton Bern das Proporzwahlverfahren nach Hagenbach-Bischoff anwenden, auch die Möglichkeit von überparteilichen Listenverbindungen vorsehen. Mit der Abschaffung solcher Listenverbindungen würde der Kanton Bern zudem eine unschöne Differenz zum eidgenössischen Recht schaffen. Konkret würde dies bedeuten, dass bei Grossratswahlen überparteiliche Verbindungen verboten, bei Nationalratswahlen hingegen möglich wären. Fazit: Die EVP-Fraktion ist nicht bereit, ein wichtiges Element wie die Listenverbindungen aus dem aktuellen Wahlverfahren herauszubrechen, solange kein gerechteres Wahlsystem eingeführt wird. Lieber Philippe Müller, in der Januarsession 2015 hättest du mit der Zustimmung zum System Doppelter Pukelsheim nicht nur die Listenverbindungen abschaffen, sondern gleichzeitig einem faireren Wahlverfahren zum Durchbruch verhelfen können. Leider wurde diese Chance verpasst. Mit der Abschaffung der überparteilichen Listenverbindungen würden nur neue Unzulänglichkeiten und Ungerechtigkeiten geschaffen, die vor allem zulasten der kleinen und mittleren Parteien gingen. Die Abschaffung würde dazu führen, dass es noch mehr gewichtslose Stimmen gäbe. Das wollen wir nicht. Die EVP-Fraktion lehnt diese Motion deshalb einstimmig ab.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Das wichtigste Argument hat Philippe Messerli gerade genannt: Wir hatten vor einiger Zeit die Möglichkeit, die überparteilichen Listenverbindungen im Kanton Bern abzuschaffen und das System Doppelter Pukelsheim einzuführen. Wir haben dies unterstützt. Die FDP hat das Anliegen jedoch abgelehnt. Der Doppelte Pukelsheim hätte dazu geführt, dass jede Partei genauso viele Sitze erhält, wie es ihrem Wähleranteil entspricht. Dies wäre demokratisch, sinnvoll und transparent.

Der Regierungsrat beschreibt die Folgen des vorliegenden Vorstosses auf einer abstrakten Ebene sehr gut. Übersetzen wir diese nun in ein konkretes Beispiel: In den Wahlkreisen Oberaargau und Berner Jura muss eine Partei mindestens sieben Prozent der Stimmen erhalten, um einen Sitz zu ergattern. Erhält sie weniger als sieben Prozent und geht sie keine Listenverbindungen ein, wären diese Stimmen verloren. Ich weiss nicht, ob ein solcher Systemwechsel gerade in den beiden betroffenen Wahlkreisen auf Verständnis stiesse. Wir würden dort einfach gewichtige politische Minderheiten aus dem Parlament ausschliessen. Philippe Müller hat angetönt, dass wir immer diejenigen seien, die unsere Sitzzahlen mit Listenverbindungen zu optimieren suchten. Ich habe einmal nachgerechnet. Wir haben im Jahr 2014 im Kanton Bern einen Wähleranteil von 6,8 Prozent erreicht. Im Grossen Rat besetzen wir genau 6,875 Prozent der Sitze. Damit sind wir zu 0,075 Prozent übervertreten. Wenn man den von Philippe Müller gewünschten Wechsel vollziehen würde, würden wir mit demselben Wähleranteil von 6,8 Prozent noch etwas mehr als vier Prozent der Mandate erzielen. Den anderen kleinen und mittleren Parteien würde es ähnlich ergehen. Bei der FDP ist es wie gesagt nicht ganz klar, aber die BDP, die EVP, die Grünen oder die EDU würden ebenfalls stark geschwächt, und die grossen Parteien wären übervertreten. Ich denke, es ist nicht im Sinn des Kantons Bern, politische Minderheiten aus dem Parlament auszuschliessen, schon gar nicht in den erwähnten kleinen Wahlkreisen.

Noch etwas zur Transparenz bzw. zur Nachvollziehbarkeit für den Wähler: Die Listenverbindungen werden auf jedem Wahlzettel aufgeführt. Jeder, der sich dafür interessiert, kann sie nachlesen. Zuweilen gibt es aber auch Intransparenzen oder Unklarheiten innerhalb einer einzigen Liste. Wer zum Beispiel bei den Nationalratswahlen die FDP-Liste eingeworfen hat, hat gleichzeitig eine glühende EU-Beitritts-Befürworterin und einen klaren EU-Gegner gewählt. Somit ist für den Wähler auch ohne Listenverbindungen nicht immer ganz klar, wen er am Schluss ins Parlament wählt. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss abzulehnen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Wir haben bereits gehört, dass wir diese Diskussion bereits

im Januar 2015 geführt haben. Wir Grünen waren damals klar dafür, den doppelten Proporz, den sogenannten Pukelsheim, einzuführen. Dieser würde es ermöglichen, einen unverfälschteren Wählerinnen- und Wählerwillen im Parlament abzubilden. Nun komme ich auf das zu sprechen, was Philippe Müller in seiner Motion genau will. Diese trägt den Titel: «Keine intransparenten Listenverbindungen mehr.» Liebe Kolleginnen und Kollegen, dieser Vorstoss hat mit Transparenz gar nichts zu tun. Bereits heute sind alle Listenverbindungen transparent. Alle Wählerinnen und Wähler können auf den Wahlzetteln nachlesen, welche Listenverbindungen es gibt. Dank den Medien werden die Listenverbindungen jederzeit offen diskutiert. Man erfährt es zum Beispiel, wenn die glp mit der EDU eine Listenverbindung eingegangen ist. Die Wählerinnen und Wähler können sich selber überlegen, ob sie dies unterstützen wollen oder nicht.

Die grüne Fraktion lehnt diesen Vorstoss somit ab. Für uns ist es wichtig, dass der WählerInnenwillen sehr genau abgebildet wird. Es ist sehr bedauerlich, dass wir den Doppelten Pukelsheim nicht eingeführt haben und dass insbesondere die FDP diesen nicht unterstützt hat. Wir würden uns freuen, wenn der Doppelte Pukelsheim in der nächsten Legislatur eine Mehrheit fände. In der laufenden Legislatur können wir ja nicht nochmals darüber befinden. Dann gäbe es keine Listenverbindungen mehr, sondern ein besseres System. Einfach die Listenverbindungen abzuschaffen, führt jedoch nicht zu einer besseren Wiedergabe des Wählerwillens, ganz im Gegenteil.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (UDC). Das Thema «Keine intransparenten Listenverbindungen mehr» wurde schon mehrmals besprochen, und Transparenz wird immer wieder gewünscht. Überparteiliche Listenverbindungen tragen nicht unbedingt zur Transparenz bei. Das stimmt. Der Wähler weiss im Voraus nicht genau, wem ein allfälliges Restmandat zufällt. Doch jedes System hat Vor- und Nachteile. Von Listenverbindungen wird nicht immer gleich starken Gebrauch gemacht, aber Listenverbindungen werden auch gegenüber den Wählern immer offen kommuniziert. Wir haben die Argumente für und gegen diesen Vorstoss in der Fraktion besprochen. Die Mehrheit der SVP-Fraktion wird diese Motion ablehnen. Falls der Motionär seinen Vorstoss umwandelte, würde die Mehrheit unserer Fraktion einem Postulat zustimmen.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Es sieht nicht gut aus für diese Motion. Philippe Müller hat uns nicht signalisiert, dass er seinen Vorstoss in ein Postulat umwandeln will. Wir konnten uns deshalb nicht über ein Postulat unterhalten. Wir lehnen diese politische Forderung ab. Ich wiederhole jetzt nicht alles, was bereits gesagt wurde. Am Treffendsten hat es wohl Philippe Messerli auf den Punkt gebracht. Die FDP der Stadt Bern, welche vom Motionär präsiert wird, ist mit der EDU eine Listenverbindung eingegangen. Das weiss ich, das ist transparent. Über die Frage, was davon zu halten ist, müssen wir hier nicht diskutieren. Man sieht im Fazit des Regierungsrats, dass sich Pro und Kontra ungefähr die Waage halten. Über ein Postulat konnten wir nicht diskutieren, und eine Motion lehnen wir ab. Wir bitten Sie, es uns gleichzutun.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (PLR). Der Regierungsrat hat das Dilemma betreffend die überparteilichen Listenverbindungen in seiner Antwort treffend zum Ausdruck gebracht: «Die Vor- und Nachteile von überparteilichen Listenverbindungen halten sich in etwa die Waage.» Wir stehen hier vor einem klassischen Zielkonflikt. Eine ideale Lösung gibt es nicht. Es gilt, zwischen den verschiedenen Vor- und Nachteilen abzuwägen. Auf der einen Seite geht es darum, die unverfälschte Willenskundgebung der Wählenden sicherzustellen. Dies spricht klar für die Abschaffung der überparteilichen Listenverbindungen. Andererseits ist es auch ein wichtiges Anliegen, die Anzahl der gewichtslosen Stimmen möglichst klein zu halten. Dies wiederum spricht für die Beibehaltung der überparteilichen Listenverbindungen. Es gibt keine Ideallösung, wir können einfach zwischen zwei mittelprächtigen Lösungen auswählen. Die Mehrheit der FDP-Fraktion gewichtet den Aspekt der unverfälschten Willenskundgebung und eines einfachen und transparenten Verfahrens höher und stimmt deshalb der Motion zu.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Die Argumente liegen auf dem Tisch. Herr Kollege Philippe Messerli hat sie bereits umfassend dargelegt. Unsere Fraktion kann sich seinen Ausführungen anschliessen. Schon der Titel der Motion ist störend: Es gibt keine intransparenten überparteilichen Listenverbindungen. Diese sind alle transparent und werden kommuniziert. Sie stehen sogar auf dem Wahlzettel. Jeder Wähler und jede Wählerin wissen, wenn sie den Wahlzettel in die Hand nehmen, dass eine Reststimme einer Partnerliste zufallen kann. Wie schon gesagt wurde, haben

wir die Chance auf den Doppelten Pukelsheim verpasst. Dieser hätte eine genaue Zuteilung der Wählerstimmen auf die Sitze ermöglicht. Dass dieses Verfahren abgelehnt wurde, ist zu akzeptieren, aber dann brauchen wir an unserem jetzigen System auch nicht herumzuschrauben. Zudem würden wir eine Differenz zum eidgenössischen Recht schaffen. Dies würde die Wählerinnen und Wähler verunsichern. Die EDU-Fraktion würde den Vorstoss auch als Postulat ablehnen.

Le président. Wir kommen zu den Einzelsprechern.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Listenverbindungen sind ein Tummelfeld für Parteistrategen. Sie tragen zur Politikverdrossenheit der Bürger bei. Für gewöhnliche Bürger sind sie schwer zu verstehen. Ein Beispiel: Die BDP Köniz hat bei den letzten Exekutivwahlen bewusst auf Listenverbindungen verzichtet und den Alleingang gewählt. Prompt kam es zu einer grossen Verzerrung: Die Grünliberalen haben mit sechs Prozent der Stimmen Thomas Brönnimann in den Gemeinderat gebracht. Die BDP wiederum hat mit mehr als doppelt so vielen Stimmen keinen Sitz errungen. Sie können sicher nachvollziehen, dass die Bürger dies nicht verstanden haben. Sie sind sogar wütend geworden und haben sich gefragt, was wir denn für ein Politiksystem hätten, denn das Ergebnis entsprach nicht ihrem Willen. Es ist interessant sein, zu sehen, ob der glp-Gemeinderat bei den nächsten Wahlen seinen Sitz verteidigen kann oder nicht. Als Folge dieser Wahl hat die BDP Köniz eine Initiative lanciert, um Listenverbindungen zu verbieten. Deshalb stehe ich als Könizer da und unterstütze diesen Vorstoss. Ich denke, dass er mehr Transparenz schaffen wird. Zudem bin ich froh, dass die FDP einmal einen Vorstoss einreicht, den ich unterstützen kann.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Von all dem, was Philippe Müller hier vorne erzählt hat, treffen, salopp gesagt, nur zwei Dinge zu: Erstens, dass es Listenverbindungen gibt, und zweitens, dass es ein faires Sitzzuteilungssystem gäbe. Dies wäre der erwähnte Doppelte Pukelsheim. Ich werde jederzeit wieder mithelfen, einen entsprechenden Vorstoss einzureichen, wenn die FDP klüger geworden ist und wirklich ein faires und transparentes System einführen will. Dasselbe gilt für Ulrich Stähli. Dass seine Wählerinnen und Wähler die Sitzzuteilung bei den Gemeinderatswahlen in Köniz nicht verstanden haben, kann ich nachvollziehen. Meine Leute sind auch nicht zufrieden, wenn wir unser Ziel nicht erreichen. Aber die EVP-Wählerinnen und Wähler sind eigentlich schlau genug, um nachzulesen, welche Listen miteinander verbunden sind. Insofern ist auch das heutige System transparent. Ich wiederhole, was vielleicht schon gesagt wurde: Das Hagenbach-Bischoff-Verfahren zur Sitzzuteilung ist unfair. Die Listenverbindungen dienen dazu, den unfairen Aspekt dieses Verfahrens ein wenig abzumildern. Ob dies in Tat und Wahrheit auch geschieht, ist eine andere Frage. Aber es ist eine Tatsache, dass das Hagenbach-Bischoff-Verfahren die grossen Parteien bevorteilt. Da die FDP hier nicht mehr wirklich dazugehört, empfehle ich dem Motionär folgendes: Wenn Sie Transparenz und Nachvollziehbarkeit haben wollen, dann helfen Sie mit und erzählen Sie hier am Rednerpult nicht Dinge, die höchstens halbrichtig sind.

Le président. Wir kommen zu den Einzelsprechenden.

Simone Machado-Rebmann, Berne (Les Verts). Als Parlamentarierin, die nur dank einer Listenverbindung hier ist, muss ich Stellung nehmen. Drei kleine Parteien, die Grüne Partei Bern, die PdA und die Alternative Linke sind eine Listenverbindung eingegangen. So haben wir einen Sitz errungen. Diese drei Parteien haben eine Wählerschaft, die ihre Anliegen nicht oder nur bedingt von den grösseren Parteien vertreten sieht. Diese Wählerschaft vertrate ich nun hier drin. Listenverbindungen erhöhen somit die Vielfalt im Parlament und verhelfen Minderheiten zu einer Stimme. Deshalb lehne ich diese Motion ab.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Es ist schon interessant, Peter Siegenthaler, dass immer die EDU als Beispiel für eine fragwürdige Listenpartnerin erhalten muss. Ich denke, es ist Zeit für eine kleine Imagepflege. Ich möchte hier mit Recht und mit gutem Gewissen behaupten, dass die EDU wahrscheinlich die einzige wirklich unabhängige und freie Partei ist.

Le président. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Somit gebe ich dem Staatsschreiber das Wort.

Christoph Auer, chancelier. Der Regierungsrat beantragt die Ablehnung dieser Motion. Ich möchte diesen Antrag an dieser Stelle nicht mehr ausführlich begründen. Es wurde mehrmals erwähnt, dass es sowohl Gründe für einen Wechsel gibt wie auch Gründe dafür, das Bestehende beizubehalten. In einer solchen Situation muss man sich immer überlegen, ob es sinnvoll ist, einen Gesetzgebungsprozess in Gang zu setzen. Mit der vorliegenden Motion würden wir zudem eine neue Regelung schaffen, die von der Regelung auf Bundesebene abweicht. In diesem Sinne würde das Wahlverfahren für die Wählerinnen und Wähler komplizierter, da diese vielleicht nicht ganz verstünden, warum es bei den Nationalratswahlen überparteiliche Listenverbindungen gibt, und bei den Grossratswahlen nicht. Die Regierung kam zum Schluss, dass sich das bisherige System im Kanton Bern gesamthaft gesehen nicht schlecht bewährt hat. Es gibt, soweit ich es überblicken kann, auf Kantonsebene auch keine «abenteuerlichen» Listenverbindungen. Auf Gemeindeebene mag dies teilweise anders sein. Ich denke, die Wählerinnen und Wähler würden es auch nicht unterstützen, wenn sich Parteien oder Gruppierungen miteinander verbänden, die überhaupt nichts gemeinsam haben. Diese verbundenen Listen würden nicht genügend Stimmen erhalten. Deshalb beantragt der Regierungsrat die Ablehnung dieser Motion.

Für den Fall, dass der Motionär seinen Vorstoss jetzt noch in ein Postulat umwandeln würde, beantragt der Regierungsrat, auch dieses abzulehnen. Es ist aus meiner Sicht nicht sinnvoll, die Regierung zu beauftragen, einen Bericht zu verfassen und noch ausführlicher darzulegen, welche Argumente für und welche gegen solche Listenverbindungen sprechen, und wie die anderen Kantone dieses Problem gelöst haben. Die Argumente liegen auf dem Tisch, und sie stehen auch in der Antwort des Regierungsrats. Letztlich geht es um einen politischen Entscheid, den Sie treffen müssen. Aus diesem Grund würde die Regierung auch ein Postulat ablehnen.

Philippe Müller, Berne (PLR). Vielen Dank für diese Diskussion, die ich als sehr fair erachte. Es ist tatsächlich ein Abwägen. Es geht um die Frage, was man wie stark gewichten will. Ich möchte noch kurz zu einigen Aussagen Stellung nehmen: Philippe Messerli hat gesagt, es liege im Ermessen der Parteien, eine Listenverbindung einzugehen. Das ist richtig, aber für die Wählenden ist das Ganze oft undurchsichtig. Es wurde auch gesagt, dass die Listenverbindungen auf den Wahlzetteln stünden. Dies entspricht etwa dem Kleingedruckten in den AGB. Zudem steht nichts zu den Gründen für diese Listenverbindungen.

Nun noch eine Anmerkung zum Votum von Michael Köpfli: Es kommt immer darauf an, welche Beispiele man wählt. Als Gegenbeispiel wurden bereits die Gemeinderatswahlen in Köniz genannt. Es ist eine Tatsache, dass Listenverbindungen oftmals den grossen Parteien helfen. Zudem führen sie per se zu Verunsicherungen. Ausser dem Fall Köniz gibt es weitere Beispiele dazu. Das System hat sogar Peter Siegenthaler verunsichert: Wir haben nämlich in Bern keine Listenverbindung, sondern eine gemeinsame Liste. Dies ist nochmals ein Grund, um diese Listenverbindungen abzuschaffen. Eine Abschaffung würde das Ganze vereinfachen. Es ist richtig, dass es keinen Sinn hat, der Regierung einen Prüfungsauftrag zu erteilen. Deshalb halte ich an der Motion fest.

Le président. Wir stimmen somit über diese Motion ab. Wer sie überweisen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 24

Non 122

Abstentions 5

Le président. Die Motion wurde abgelehnt.